

ASSEMBLÉE NATIONALE

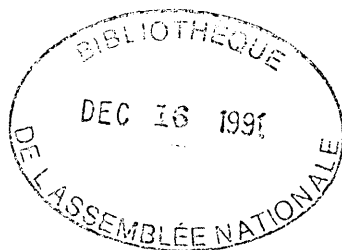
PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 409

Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise

Présentation



Présenté par
M. Gérald Tremblay
Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie

**Éditeur officiel du Québec
1991**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise afin de donner suite à certaines mesures annoncées dans le Discours sur le budget du 2 mai 1991.

Le projet de loi uniformise le montant du capital versé relatif aux actions ordinaires à plein droit de vote émises par une société de placements dans l'entreprise québécoise qui est fixé à 50 000 \$.

Le projet de loi introduit également des mesures de concordance à la Loi sur les impôts relativement à la bonification de l'avantage fiscal résultant d'une renonciation par une société de placements dans l'entreprise québécoise à réclamer une déduction à l'égard de ses frais d'émissions. De plus, il ajoute des matières sur lesquelles le gouvernement peut faire des règlements.

Projet de loi 409

Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1) est modifiée par le remplacement du paragraphe 5° de l'article 8 par le suivant:

«5° le capital versé relatif aux actions ordinaires à plein droit de vote d'une société ayant réalisé et détenant un placement admissible est réduit à moins de 50 000 \$;».

2. L'article 12.2 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 2°, de «100 000 \$» par «50 000 \$».

3. L'article 15.0.1 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **15.0.1** Lorsque de nouvelles actions ordinaires à plein droit de vote d'une société sont souscrites et payées et que cette société utilise ses fonds pour effectuer un placement admissible, cette société peut attribuer aux actionnaires de son choix un montant à titre de participation dans un placement admissible n'excédant pas celui de ce placement ainsi qu'un montant à titre de participation additionnelle à l'égard d'un placement admissible, sans toutefois dépasser l'engagement financier de chaque actionnaire au sens du paragraphe b.1 de l'article 965.29 de la Loi sur les impôts. ».

4. L'article 15.0.2 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, des mots « et une participation additionnelle à l'égard d'un placement admissible a le sens que lui donnent les règlements ».

5. L'article 16 de cette loi est modifié par l'addition des paragraphes suivants:

« 13° déterminer les renseignements qu'une société doit fournir lorsqu'elle renonce en faveur des actionnaires d'une société à déduire, en totalité ou en partie, les dépenses qu'elle a engagées pour procéder à un appel public à l'épargne;

« 14° définir l'expression « participation additionnelle à l'égard d'un placement admissible ». ».

6. Les règlements qui seront pris en application des paragraphes 4°, 8°, 13° et 14° de l'article 16 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, entre la date d'entrée en vigueur de la présente loi et le 30 septembre 1992, pourront prévoir qu'ils s'appliquent à compter de toute date non antérieure au 3 mai 1991.

7. Les articles 1 à 4 ont effet depuis le 3 mai 1991.

8. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).